



Amélioration de l'environnement des affaires dans la région sud de la Méditerranée

Pour: La Tunisie



Un projet financé par l'Union Européenne



Réunion de Travail des Coordonnateurs du SBA et des Conseillers en “Accès au Financement”

Résultats préliminaires de l'étude cartographique Bruxelles– 24 Novembre 2015



Un projet financé par l'Union Européenne



1. Etat d'avancement de l'exercice cartographique



1) Crédits bancaires

- Nb. de programmes/instruments: **15**
- Montants totaux engagés/alloués : **Information non disponible**
- Origine des fonds: **Etat, privé, banques offshore**
- Entreprises ciblées: **Entreprises bancables (PME)**
- Secteurs: **Secteurs Traditionnels**
- Conditions du prêt: Définition trop contraignante du Taux d'Intérêt Excessif (8,4% par type de crédit).



1. Etat d'avancement de l'exercice cartographique



2) Instruments de garantie

- Nbr. de programmes/instruments: **12 fonds de garantie**
- Montants totaux engagés/alloués (Euro) – AF 2012 à 2014: **information non disponible**
- Origine des fonds: **Etat, UE, AFD** (principalement)
- Entreprises ciblées: **MPME**
- Secteurs: **Industrie et services liés à l'industrie**
- Conditions des garanties: (i.e. couverture, premium)

Couverture suivant des conditions d'éligibilité



1. Etat d'avancement de l'exercice cartographique



3) Capital d'Investissement et Capital-Risque

- Nbr. de programmes/instruments: **45 SICAR et FCPR + 1 Business Angel**
- Montants totaux engagés/alloués : **information non disponible**
- Origines des fonds: **Etat, banques, secteur privé**
- Entreprises ciblées: **PME, SA, Start-ups**
- Secteurs : **Secteurs traditionnels + secteurs innovants et nouvelles technologies**
- Investissement en fonds propres: **Minoritaire pour les SICAR, majoritaire pour les FCPR**



1. Etat d'avancement de l'exercice cartographique



4) Microfinance

- Nbr. de programmes/instruments: 1
- Montants totaux engagés/alloués: **information non disponible**
- Origines des fonds: **Etat, banques locales et internationales, bailleurs de fonds internationaux (SFI, BERD, TRIODOS, SANED)**
- Entreprises ciblées: **Micro entreprises, clientèle féminine, clientèle rurale, clientèle jeune**
- Secteurs: **Tous secteurs**
- Conditions du prêt: **Plafond: EUR 70.000 –Intérêt: de 5% (Public) à 25% (ONG ou privé)- Durée: 2 à 11 ans – Délai de grâce: 3 à 12 mois**



1. Etat d'avancement de l'exercice cartographique



5) Nouveaux instruments financiers (ex. crowd funding, du fournisseur, prêts de groupe)

- Nbr. de programmes/instruments: **4 (Cofundy, CDC, Prêt Participatif BFPME, Sukuks Islamiques)**
- Montants totaux engagés/alloués : **information non disponible**
- Origine des fonds: **Etat, privé, banques locales, banques offshore, bailleurs de fonds internationaux**
- Entreprises ciblées: **Start-ups + PME**
- **Secteurs: Tous secteurs**
- Conditions du crédit: **Varie selon l'instrument**



2. Forces et Faiblesses des instruments



#	Instrument	Forces	Faiblesses	Commentaires
1	Crédit bancaires	<ul style="list-style-type: none"> - Réseau bancaire étendu - Crédit d'équipement accessible facilement - Gestion mesurée des risques 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de technicité - Lenteur des procédures - Manque de compétitivité - Déséquilibre entre garantie et crédit accordé 	<ul style="list-style-type: none"> - Former des banquiers dédiés aux MPME - Rendre le crédit d'exploitation mieux accessible
2	Instruments de garantie	<ul style="list-style-type: none"> - Création de nouveaux fonds de garantie - Augmentation des quotas de garantie 	<ul style="list-style-type: none"> - Ne couvre pas tous les secteurs - Manque de coordination avec la banque 	<ul style="list-style-type: none"> - Il faudrait plus de consolidation des efforts avec la banque
3	Capital d'Investissement et Capital Risque	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne tradition et expérience - Technicité des cadres - Avantages fiscaux - Portefeuille assez diversifié 	<ul style="list-style-type: none"> - Dominance de la défiscalisation - Faible rendement au niveau de la sortie - Focalisation sur l'investissement et non sur le désinvestissement 	<ul style="list-style-type: none"> - Doit s'intéresser aux projets innovants à forte VA - Améliorer les possibilités de sortie - Prévoir des réformes réglementaires - Créer des instruments de LBO pour favoriser la sortie



2. Forces et Faiblesses des instruments



#	Instrument	Forces	Faiblesses	Commentaires
4	Microfinance	<ul style="list-style-type: none">- Couverture nationale- Rapidité des procédures d'AF- Flexibilité des conditions	<ul style="list-style-type: none">- Cadre réglementaire restrictif- Connaissance insuffisante des besoins- Secteur fragmenté	<ul style="list-style-type: none">- La microfinance devrait aller au delà du microcrédit en diversifiant la gamme de produits offerts pour mieux lutter contre l'exclusion financière
5	Nouveaux instruments financiers	<ul style="list-style-type: none">- Incubation des projets innovants- Financement startups à forte VA- Liens entre recherche et entrepreneuriat	<ul style="list-style-type: none">- Nombre limité d'IF innovants- Réglementation juridique bloquante- Réticence du capital risque pour cofinancer	<ul style="list-style-type: none">- L'Etat devrait s'impliquer davantage pour soutenir ces nouveaux mécanismes- Création de fonds de pré-amorçage



3. Bonnes pratiques identifiées



- Existence d'une banque étatique dédiée au financement des MPME (BFPME)
- Existence d'un organisme étatique qui supporte la garantie des crédits des MPME (SOTUGAR)
- Code des incitations aux investissements prévoyant plusieurs avantages fiscaux et financiers aux MPME et en particulier les nouveaux promoteurs
- Création de plusieurs technopoles sectoriels et régionaux favorisant la proximité entre les chercheurs et les entrepreneurs et encourageant ainsi la création de projets à forte valeur ajoutée
- Création de nouveaux fonds de garantie, rénovation du fonds pour la restructuration financière et augmentation des quotas de garantie pour les ZDR



4.1 Identification des enjeux/défis



Offre

- La lenteur et la complexité des procédures d'AF
- Le manque de technicité des banquiers et manque de spécialisation
- Les MPME sont contraintes de donner des sûretés personnelles pour obtenir des financements bancaires
- L'absence d'établissements spécialisés dans les MPME (hors BFPME)
- Le « missing middle »: les établissements financiers préfèrent les grandes entreprises et le segment des particuliers/professionnels alors que les institutions de microfinance s'intéressent aux plus démunis
- Le manque de liquidité et le faible développement du marché boursier indispensable pour les stratégies d'exit des investisseurs
- La valeur de la garantie exigée dépasse souvent la valeur des engagements donnés



4.1 Identification des enjeux/défis



Demande

- La fragilité et la sous capitalisation des MPME
- Le manque du savoir faire des dirigeants des MPME pour satisfaire les critères exigés pour préparer un dossier de financement
- Le manque d'information sur les entreprises réduit la diversité des services offerts aux MPME et accroît les coûts de financement
- Risque économique élevé que présentent les MPME et la non disponibilité d'information financière fiable et pertinente
- Le besoin pour les MPME en assistance technique et les difficultés à cibler des bailleurs de fonds adéquats
- Les MPME contraintes à chercher des financements informels dans des conditions souvent usuraires
- L'AF est particulièrement limité durant les premières phases du cycle de vie de la MPME en raison d'insuffisances de garanties



4.1 Identification des enjeux/défis



Réglementation

- Le manque de compétition entre les banques qui ne permet pas d'avoir des taux d'intérêt compétitifs
- L'inefficacité du système judiciaire / procédures de recouvrement justifie, en plus du désintérêt commercial, le manque d'appétit
- Les questions réglementaires et légales : cadre réglementaire pénalisant pour les MPME
- Structures de gouvernance des MPME en Tunisie juridiquement peu évoluées
- La non disponibilité d'historique sur le remboursement des crédits (bureaux de crédit) affaiblit l'évaluation de la santé des entreprises, accroît les primes de risques et conduit à des tarifications de crédit élevées



4.2 Mesures adéquates



- Alléger et accélérer les procédures de traitement et déblocage des crédits
- Rendre le système de garanties mieux accessible aux MPME
- Encourager la compétitivité entre les banques pour permettre d'avoir des taux d'intérêt compétitifs
- Améliorer la structure de production et de partage d'information sur les entreprises par la création de bureaux de crédits
- Assouplir les conditions de tarification des services financiers pour les banques dans le cadre de financement des MPME
- Renforcer le reporting sur les conditions de financement des MPME
- Diversifier le portefeuille des instruments financiers et encourager la finance novatrice



4.3 Réformes prioritaires



- Refonte de la réglementation relative au financement des MPME ainsi que l'allègement des règles prudentielles relatives aux crédits
- Promulgation d'un nouveau cadre réglementaire pour la création d'IF spécialisés dans les MPME avec des services financiers adaptés
- Mise en place de systèmes de notation interne visant à remplacer l'exigence de garanties par des ratings corporates
- Allègement de la forte protection des systèmes bancaires et autoriser les banques étrangères à exercer librement
- Développement d'un cadre standardisé de collecte de données relatives au capital-risque, aux capitaux de croissance et autres IF
- Mise en place d'un programme de formation (genre certification) au profit des banquiers traitant avec les MPME
- Créer des structures publiques d'appui uniques destinées à accompagner les MPME pour l'AF



Merci de votre attention

Nom: Najmeddine BOUKHARI

Email:

najemeddine.boukhari@api.com.tn

Projet mis en œuvre par:

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

 **eurecna**
CNA Veneto
International Services